

Action sociale infos

Décembre 2022
> Janvier 2023

La lettre d'information de l'action sociale du ministère de l'Intérieur

• La sous-direction de l'action sociale vous souhaite une bonne et heureuse année ! •



A LA UNE

Prévention des addictions : « Je reprends le contrôle ! »

Quelles sont mes consommations actuelles de tabac, d'alcool, d'écrans, de jeux d'argent ?

Faire face aux addictions nécessite en premier lieu de prendre conscience de celles-ci dans son quotidien.

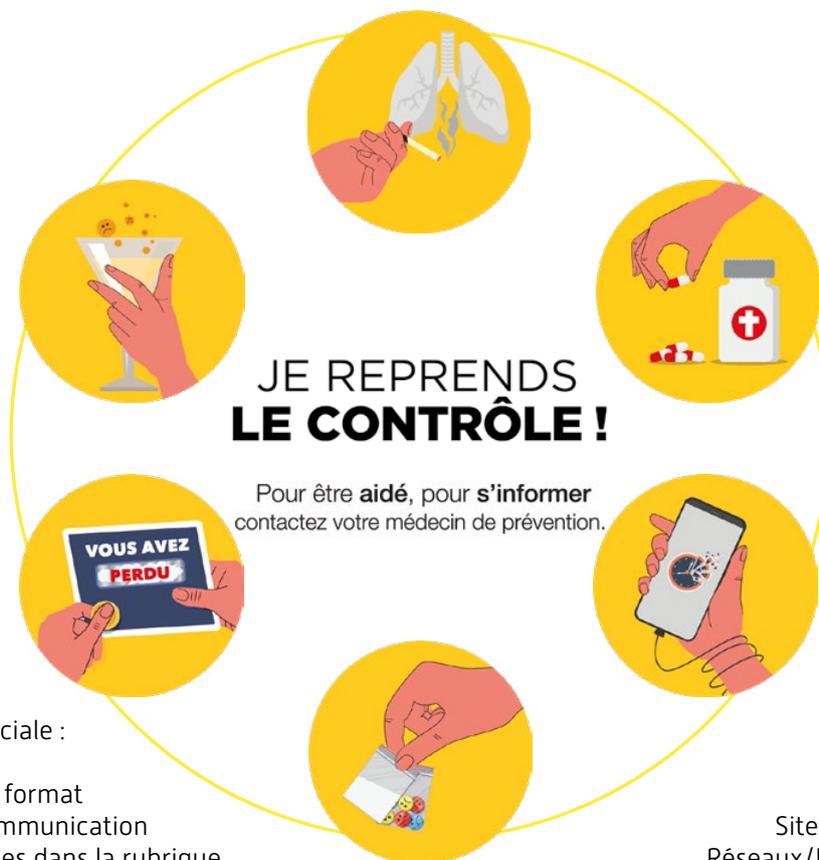
Dans quelle mesure suis-je devenu(e) dépendant(e) ou pas, comment puis-je « reprendre le contrôle » et qui peut m'apporter de l'aide ?

Ces questions sont celles abordées dans les campagnes de sensibilisation vers le grand public durant les mois sans tabac en novembre ou sans alcool en janvier ou bien encore les communications mettant en garde sur les conséquences des paris sportifs en ligne durant la coupe du monde de football, par exemple.

Le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer a lancé une campagne de communication sur le lieu de travail, destinée à l'ensemble des agents, avec le message positif « **Je reprends le contrôle !** » et une incitation à parler de ce sujet **au médecin du travail ou à son médecin traitant**.

Un bilan des consommations, un échange sur les habitudes de vie et les difficultés rencontrées ponctuellement ou durablement peuvent permettre d'amorcer un changement. Le médecin apporte également des informations liées aux orientations vers les dispositifs d'aides tant internes qu'externes au milieu professionnel.

Des affiches et dépliants ont donc été distribués dans l'ensemble des services du ministère avec l'objectif d'attirer l'attention de tous sur les addictions.



Pour en savoir plus :

Site Intranet de l'action sociale :

actionsociale.mi

Retrouvez les supports en format dématérialisé, le kit de communication digital ainsi que deux guides dans la rubrique Boîte à outils/Documentations/Les addictions/

« [Collection Les indispensables - Prévention et santé](#) »

Site Intranet de l'action sociale/
Réseaux/La médecine de prévention/
L'organisation du réseau :
actionsociale.interieur.ader.gouv.fr

Autres sites à consulter :

Site Internet de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) :

<https://www.drogues.gouv.fr/ressources-pour-agir>

Site Intranet de la préfecture de Police : <https://drh.pp.minint.fr/sante/lutte-contre-les-addictions-salca>



Le baromètre des violences sexistes et sexuelles du ministère (VSS)

A l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences, le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (MIOM) a mis à disposition de ses agents **un baromètre des violences sexistes et sexuelles au travail (VSS)**.

L'aboutissement d'un long travail initié par les équipes de la DRH, une formatrice aux VSS mais aussi avec les services de la Police, de la Gendarmerie et de la Sécurité civile.

Le MIOM joue un rôle déterminant dans cette politique de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail. En tant qu'employeur, il se doit également d'être exemplaire et a l'obligation de prendre toutes les dispositions pour prévenir, mettre un terme et sanctionner les violences sexuelles et sexistes. Celles-ci recouvrent toutes les infractions à caractère sexuel ainsi que les agissements sexistes punis par la loi.

Ce baromètre est un outil de sensibilisation qui s'inscrit dans le plan d'actions ministérielle 2021-2023 pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes afin de mesurer et prévenir les violences sexistes et sexuelles dans le cadre professionnel.

Il doit ainsi permettre d'améliorer la connaissance des VSS, de permettre aux agents du ministère d'être en capacité de qualifier les situations de sexisme, de susciter des débats, d'échanger sur des situations concrètes et d'envisager les suites éventuelles à donner si elles relèvent d'une infraction. Une notice d'utilisation détaillant des exemples concrets vient compléter ce baromètre qui propose également une orientation vers les dispositifs d'aide, notamment les cellules d'écoute du MIOM.

De nombreux ateliers et animations ont eu lieu autour de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes le 25 novembre 2022. Dans le cadre de la poursuite de ces objectifs, les managers mais aussi les référents égalité/diversité sont invités à mener des actions sur cette thématique auprès des agents de leur structure.

Pour en savoir plus :

Site Intranet de la DRH : [le baromètre et la notice d'utilisation relatives à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles](#).

Pour plus d'informations, connectez-vous sur le site Intranet égalité/diversité du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer : <http://egalite-diversite.interieur.ader.gouv.fr>

Sexisme, pas notre genre !

Les violences sexuelles et sexistes sont passibles de sanctions disciplinaires et pénales.

Si vous êtes victime ou témoin de violences sexistes ou sexuelles, vous pouvez demander de l'aide à :

- Votre hiérarchie,
- La cellule **Allo Discr** pour les agents du Secrétariat Général : 01 80 15 33 00 ou à cellule-allo-discr@interieur.gouv.fr
- Mais aussi d'autres acteurs internes comme la médecine de prévention, le service social ministériel, les représentants du personnel ou les référents d'Égalité, Diversité.
- La plateforme **Pros Consulte** au 0800 738 314 est disponible 24H/24 et 7J/7 si vous souhaitez échanger.

Les ressources
Site du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer / Égalité Diversité : <http://egalite-diversite.interieur.ader.gouv.fr/>

DRH
actionsociale.mi

Le MIOM accueille la 3^e Rencontre du réseau interministériel des dispositifs de signalement consacrée aux violences intra-familiales

Le 7 novembre 2022, le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer a accueilli, sur le site de Lumière, le réseau interministériel des cellules d'écoute piloté par la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) ; une rencontre ouverte par Christophe Lantéri, le sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel (SDASAP/DRH) et dédiée aux violences intra-familiales (VIF), un sujet qui a suscité des échanges nourris.

Cette réunion a été l'occasion de rappeler la mobilisation du gouvernement pour lutter contre les VIF et les dispositifs qui sont mis en œuvre au plan national mais aussi local afin de permettre aux victimes de VIF, ainsi qu'aux témoins, d'alerter sur une situation et qu'elle soit prise en charge.

Lors de cette rencontre interministérielle conduite par la DGAFP, Séverine Lemièrre, maître de conférences en gestion des ressources humaines a notamment exposé le rôle de l'employeur public en matière de VIF. Elle a par ailleurs précisé les éléments qui constituent le cycle de la violence dans le cadre intra-familial.

Les échanges ont également permis de faire un point de situation sur la politique que les ministères souhaitent conduire en la matière mais aussi de rappeler le cadre réglementaire, missionnel et matériel des cellules d'écoute et d'appréhender le sujet dans le contexte particulier du télétravail. Un rappel des acteurs et des moyens internes au ministère d'appartenance auxquels les agents peuvent recourir a enfin été présenté par chaque intervenant.





En novembre dernier, des journées DuoDay partout en France : Hélène, Inès et d'autres découvrent les métiers du MIOM

A la délégation à la sécurité routière (DSR)

Lors de cette journée, Hélène Arousseau Truong, **candidate au DuoDay**, a découvert l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR) dans ces deux volets : statistiques et études/recherches. Composé d'un personnel de gendarmerie, de personnels administratifs et d'ingénieurs des travaux publics de l'État, l'ONISR recueille les données d'accidentalité remontées par les forces de l'ordre et les analyses afin de déterminer les orientations stratégiques de la politique de sécurité routière nationale. Elle a ainsi pu mesurer le travail d'animation de réseau mené par l'ONISR et de productions statistiques qui permet de publier les baromètres mensuels mais aussi le bilan annuel d'accidentalité routière. Leur travail permet aussi de communiquer sur les chiffres de l'accidentalité et d'orienter la politique de communication de la DSR.

Hélène Arousseau Truong a ensuite bénéficié d'un entretien privilégié avec

la déléguée interministérielle, Florence Guillaume qui lui a présenté les grandes missions et enjeux d'actualités de la Délégation, notamment le travail mené sur l'accompagnement des nouvelles mobilités et la prise en compte des usagers vulnérables.

Enfin, elle a participé à la remise des prix *IdéeSR* qui récompensent les initiatives locales en matière de sécurité routière. Pour la 5^e édition de ce prix, elle a ainsi pu rencontrer les 5 lauréats récompensés, et avoir ainsi un panel d'exemples d'actions de prévention mises en œuvre localement, notamment :

- un film pédagogique à destination des personnes âgées (préfecture du Finistère, Fondation Ildys) ;
- une méthode de formation à la sécurité routière par les jeunes pour les jeunes (préfecture du Gard, académie de Montpellier) ;



- un jeu en ligne pour enquêter sur les causes d'un accident (coordinations sécurité routière des préfectures de 5 départements de Bourgogne-Franche-Comté) ;
- le projet Trotti-licence pour apprendre à bien utiliser les engins de déplacements personnels motorisés (direction départementale de la sécurité publique du Pas-de-Calais avec le soutien de la coordination sécurité routière en préfecture) ;
- une chanson autour d'Elliot Le Pilote, écrite par les élèves d'une école primaire avec le concours d'une musicienne (préfecture de Haute-Loire).

Contact : Joran Le Treusse, chef du bureau des ressources humaines et des moyens/Sous-direction des actions transversales et des ressources/DSR - Mèl. joran.le-treusse@interieur.gouv.fr

A la préfecture de la Drôme



En une journée d'immersion, Inès a pu découvrir différents métiers exercés en préfecture de la Drôme lors de binômes formés avec la cheffe du service départemental d'action sociale (SDAS), le référent sécurité civile du Bureau de la gestion de l'évènement ou de l'agent chargé des droits à conduire. Un programme varié en RH, au Cabinet et à l'accueil, correspondant aux diverses compétences d'Inès.

Ce fut une journée riche en découvertes, échanges et... perspectives. Inès n'exclut

pas de rechercher un poste relevant au ministère de l'Intérieur et des Outre-mer ou de la Fonction publique d'État. Un projet de contrat en préfecture est d'ores-et-déjà à l'étude !

Tous les participants ont été ravis de ce partage d'expériences. Ils encouragent à s'inscrire au « Duoday », une opportunité singulière pour dépasser les préjugés et faciliter l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap.

Contact : Isabelle Duclos, cheffe du service départemental d'action sociale (SDAS)/Service interministériel départemental des ressources humaines (SIDRH)/SGCD26 à la préfecture de la Drôme - Mèl. isabelle.duclos@drome.gouv.fr

A la préfecture de la Moselle !

Cette année, ce ne sont pas moins de 7 duos qui ont été formés : 2 en préfecture, 3 en sous-préfecture (Thionville, Sarregue-mines et Sarrebourg), un au SGCD et un à la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS). Les personnes en situation de handicap ont ainsi pu découvrir l'accueil du public, les politiques publiques telles que les enquêtes publiques, la politique de la ville ou le droit des femmes, vivre le quotidien d'une sous-préfète ou participer à des réunions. Les services s'étaient particulièrement impliqués dans cet accueil, en créant, par exemple, des ateliers-découverte des missions du bureau.

Les trois participants de la préfecture ont également pu s'entretenir de manière privilégiée avec Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture. Participants comme parrains ont particulièrement apprécié les échanges de cette journée.



Contact : Hélène Salles, cheffe du pôle prévention et qualité de vie au travail/Conseillère mobilité carrière/Référente égalité diversité/Service de l'innovation et de l'accompagnement/SGCD57 à la préfecture de la Moselle
Mèl. helene.salles@moselle.gouv.fr

A la préfecture de l'Oise...

Cette année, ce sont au total 11 duos qui ont été formés : 4 en préfecture, 1 à la sous-préfecture de Clermont, 1 à la sous-préfecture de Compiègne, 2 à la sous-préfecture de Senlis, 1 à la direction de la citoyenneté et des étrangers en France (DCEF) à Creil, ainsi que 2 à la direction départementale des territoires (DDT). En 2021, la préfecture, les sous-préfectures et les directions départementales avaient également participé au DuoDay. 5 duos avaient été constitués par la préfecture, les sous-préfectures et 4 duos par la DDT.

Cette journée a permis à :

- la personne en situation de handicap

de découvrir une activité et peut-être une vocation ;

- l'employé en duo avec elle a eu l'opportunité de changer de regard sur le handicap ;
- et l'administration a pu découvrir les atouts et qualités professionnelles des travailleurs en situation de handicap et a pu sensibiliser ses équipes à la question de leur insertion professionnelle.

Dans l'Oise, le taux de chômage des personnes en situation de handicap est de 8 %. Le recrutement et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap sont une priorité pour atteindre l'objectif de créer une société plus inclusive.



Le taux d'emploi de personnels en situation de handicap en préfecture et sous-préfectures s'élevé, en 2021, à 8,64 %. En 2020, il était de 7,81 %. En DDT, le taux en 2021 pour les travailleurs rattachés au ministère de la transition écologique est de 6,98 %.

Retrouvez le retour en images de cette journée sur notre page : <https://www.facebook.com/Prefet60/>

Pour en savoir plus sur le DuoDay : <https://www.duoday.fr/>

Contact : **Véronique Planchon**, adjointe à la cheffe du bureau de la représentation de l'État et de la communication interministérielle/SGCD60 à la préfecture de l'Oise.

Mél. veronique.planchon@oise.gouv.fr

En Loire-Atlantique...

Pour cette journée, le SGCD de Loire-Atlantique a coordonné l'accueil des personnes en situation de handicap dans les services de l'administration territoriale de l'État.

Au niveau de la préfecture, un agent du bureau séjour, de la direction des migrations et de l'intégration, s'est porté volontaire pour accueillir une personne. Elle souhaitait découvrir le fonctionnement de ce service et plus particulièrement les méthodes de travail des agents.

3 agents du bureau de l'accompagnement des personnels et de la formation du SGCD ont également accueilli une personne en situation de handicap. Elle a découvert le métier de chargée de formation, de référente handicap et de conseiller mobilité carrière.

Pour la référente handicap : « ce fut une bonne expérience, qui m'a permis de découvrir les difficultés rencontrées par des personnes qui ont un handicap comme celui de Christelle ». Elle a pu avoir des « échanges riches et intéressants » pour sa fonction de correspondante handicap.

La direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) a accueilli 2 personnes. La journée s'est bien déroulée pour les personnes accueillies dans les différents services.

Nous espérons qu'en 2023, les services du SGCD, de la préfecture et des DDI de Loire-Atlantique accueilleront de nouveaux Duos.

Contact : **Marie Aristole**, chargée de formation, référente handicap et référente égalité diversité/Service des ressources humaines/Bureau de l'accompagnement des personnels et de la formation/SGCD44 à la préfecture de Loire-Atlantique

Mél. marie.aristole@loire-atlantique.gouv.fr

Les 4 gestes barrières à garder



Se laver
les mains
régulièrement



Éternuer ou tousser
dans son coude



Utiliser un mouchoir
à usage unique



Porter un masque
jetable quand on est
fragile ou pour se
protéger dans les lieux
à forte affluence

A la préfecture du Val-d'Oise...

Pour la 26^e édition de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, plusieurs animations, financées pour certaines par le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP), ont été proposées aux agents de l'Administration territoriale de l'État (ATE) du Val-d'Oise pour les sensibiliser à l'inclusion et aux défis que représente le handicap dans le monde du travail.



Au programme :

- Lundi 14 novembre 2022 : Handigolf / Une initiation au golf en situation de handicap, avec le concours de l'athlète français Manuel De Los Santos.
- Mardi 15 novembre 2022 : Don du sang / La collecte s'est inscrite dans cette semaine de sensibilisation, pour continuer et maintenir la mobilisation.
- Mercredi 16 novembre 2022 : Découverte de l'association Handichiens / Démonstration d'assistance avec Jersey, labrador de 7 ans qui accompagne une cergysoise dans les gestes de la vie quotidienne
- Jeudi 17 novembre 2022 : DuoDay / Une journée en duo entre un professionnel et une personne en situation de handicap et *Vis ma vie* « handicap visuel » : sensibilisation aux difficultés des personnes malvoyantes ou non-voyantes, animée par Laurence, fonctionnaire en poste à la DDT et Imen, stagiaire auprès de la correspondante handicap
- Vendredi 18 novembre 2022 : Café silence / Initiation à la langue des signes et présentation d'objets et stratégies de compensation permettant à une personne ayant un handicap d'être autonome.

Toutes les animations ont été programmées sur la pause méridienne, de 12 h 00 à 14 h 00 afin de rassembler et d'intéresser le maximum de personnes. La participation a été laissée en libre accès, sans réservation, pour que tout le monde puisse se libérer un temps et profiter des animations proposées.

La semaine a permis de présenter la presque totalité des handicaps existants.

Nous avons accueilli 7 personnes en DuoDay sur la cité administrative, et 2 à la sous-préfecture de Sarcelles. Certains seront accueillis en stage dans le cadre de leur cursus.

Nos Duos du DuoDay ont été invités à participer à l'atelier handicap visuel.

En moyenne, nous avons reçu 40 personnes par atelier, avec un point culminant à 50 personnes pour l'animation Handichiens.

Les retours des participants ont été positifs, et beaucoup ont pris conscience des difficultés rencontrées par les personnes en situation de handicap dans leur vie quotidienne : cela a permis d'éveiller la curiosité et d'ouvrir des discussions. Le bouche à oreille a bien fonctionné, certains ont exprimé leurs regrets de pas être venus.

Cette semaine s'est déroulée au sein de la préfecture, mais d'autres sensibilisations pourront être organisées au cours des mois prochains, dans les sous-préfectures.

A noter que la sous-préfecture de Sarcelles a développé un partenariat depuis plusieurs années avec Belle Alliance, établissement public autonome de la fonction publique hospitalière qui accompagne dans leur parcours d'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap (tous handicaps) âgées de 16 à 60 ans. Elle accueille régulièrement des stagiaires pour des mises en pratique dans le cadre de formations qualifiantes.

La mobilisation de toute l'équipe du bureau de l'action sociale et de la formation a permis de réaliser cette semaine sur le thème du handicap, au fort retentissement dans les esprits des agents participants, pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs handicapés.

Contact : Pascale Fillâtre, adjointe à la cheffe de bureau, correspondante handicap et référente crèches et médecine du travail/Bureau de l'action sociale et de la formation/SGCD 95/à la préfecture du Val-d'Oise.
Mél. pascale.fillatre@val-doise.gouv.fr

Le numéro d'aide psychologique

**Difficulté personnelle ou professionnelle, anxiété liée au contexte actuel, vous avez besoin de parler, d'être écouté, de partager ?
Un psychologue est là pour vous soutenir.**

En préfecture, en sous-préfecture, en administration centrale ou dans tout autre service relevant du Secrétariat général, le numéro vert est accessible au :

0 800 738 314

Service & appel gratuits
depuis un poste fixe
ou mobile

Appels anonymes et gratuits depuis un poste fixe ou mobile 24 h/24 – 7 j/7.

Une plateforme accessible en ligne : www.pros-consulte.com

Possibilité de télécharger de son smartphone une application Pros-Consulte.

Retrouvez la documentation sur le site Intranet de l'action sociale dans la rubrique « Actualités » :

<http://actionsociale.interieur.ader.gouv.fr/>





FAMILLE

Attention changement de millésime des CESU !

Les chèques ou comptes 2022 arrivent à expiration le 31 janvier 2023

Si vous possédez des CESU 2022 garde d'enfants 6-12 ans ou 0-12 ans non utilisés, il est possible de les échanger contre des CESU 2023 via le service en ligne de DOMI-échange, c'est simple et rapide !

La session sera ouverte du 1^{er} au 28 février 2023 inclus.

Connectez-vous sur le site DOMISERVE, vos CESU seront livrés à votre domicile pour la version chèque ou votre compte CESU sera alimenté en conséquence : www.domiserve.com/cesu-mi

Si vous n'avez pas accès à Internet, vous pouvez adresser vos CESU périmés en lettre recommandée **avant le 28 février 2023** [cachet de La Poste faisant foi] à l'adresse suivante :

Domiserve échange - CESU MI 106
Avenue Marx Dormoy - 92120 Montrouge

Pour en savoir plus :

Site Intranet de l'action sociale / Rubrique « Actualités à la Une » : actionsociale.interieur.ader.gouv.fr

Rubrique « Enfance » / Les chèque emploi service universel :

<http://actionsociale.interieur.ader.gouv.fr/index.php/petite-enfance/12-les-cheques-emploi-service-universel>



ACTION SOCIALE

Arbre de Noël en Savoie : un grand moment de convivialité et de cohésion

Mercredi 7 décembre 2022 après-midi, le service départemental d'action sociale du Secrétariat général commun départemental (SGCD) a organisé le traditionnel arbre de Noël des enfants des agents du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer en poste en Savoie.

Juliette Part, Secrétaire générale de la préfecture, ainsi que par le Commandant Didier Marin représentant Jérôme Chappa, directeur départemental de la Police nationale participaient à cette manifestation.

Au total 230 personnes, dont 127 enfants et 83 parents, ont assisté à cet après-midi en l'honneur des enfants.

Cette année, 343 enfants de 0 à 12 ans, ont bénéficié d'un chèque de 30 euros offert par le ministère (268 pour la Police, 51 pour la préfecture, 21 pour le Secrétariat général commun départemental (SGCD) et 3 pour les inspecteurs du permis de conduire).

Cet arbre de Noël a été un important moment de retrouvailles pour les agents du ministère, durant lequel ils ont vécu ensemble la magie de Noël. Moment de cohésion, cet arbre de Noël a permis aux agents tous périmètres confondus, d'échanger en toute convivialité, loin des contraintes du quotidien.

Au programme, un spectacle de magie d'une heure, avec colombes, magie interactive, magie virtuelle et sculptures sur ballons.

Moment tant attendu par les enfants, le Père Noël est arrivé pour la remise des cadeaux. Ce temps a été suivi d'un goûter offert à toutes les personnes présentes.

Tous sont repartis avec de beaux souvenirs.

Le service départemental d'action sociale a pu compter sur la collaboration des correspondants de l'action sociale qui n'ont ménagé aucun effort pour le succès de cette manifestation festive et récréative. Un grand merci à eux qui tout au long de l'année, sont un relais indispensable dans chaque service.

Contact : **Catherine Simonin**, cheffe du service départemental d'action sociale (SDAS)/SGCD73 à la préfecture de la Savoie
Mél. catherine.simonin@savoie.gouv.fr



Les nouveautés 2023 du prêt à taux zéro du ministère de l'Intérieur (PTZMI)

La Direction des ressources et des compétences de la Police nationale conduit la politique du logement pour les agents du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer. Parmi les principales mesures mises en œuvre, figure le prêt à taux zéro (PTZMI), destiné à participer au financement de la résidence principale des agents.

Le PTZMI est un prêt complémentaire, sans intérêt, accordé sous conditions de ressources. L'assurance se rapportant à ce prêt est également gratuite.

Suite au protocole pour la modernisation des ressources humaines de la Police nationale du 2 mars 2022 et aux travaux conduits au sein de la commission nationale d'action sociale, le PTZMI a évolué à compter du 1^{er} janvier 2023 :

> Une extension des zones d'éligibilité :

Jusqu'à présent circonscrit aux agents affectés en Île-de-France ainsi que dans les départements des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône, de la Gironde, du Nord, du Bas-Rhin, du Rhône et du Var, le PTZMI est désormais déployé dans les 17 nouveaux départements suivants : la Haute-Savoie, l'Ain, l'Hérault, la Haute-Garonne, la Seine-Maritime, le Maine-et-Loire, le Finistère, l'Aube, l'Indre-et-Loire, les Pyrénées-Atlantiques, la Nièvre, la Haute-Vienne, le Pas-de-Calais, la Marne, le Jura, la Moselle et le Doubs.

> Une extension des zones d'achat :

Les agents affectés dans les zones d'éligibilité précitées ont la possibilité d'acheter un bien situé dans leur département d'affectation ou région - pour ceux qui exercent leur fonction en Île-de-France - ainsi que dans les départements limitrophes.

Cette possibilité d'acheter un logement situé dans un autre département, est, pour les fonctionnaires actifs des services de la Police nationale qui sont soumis à des rappels en service, conditionnée à l'accord du chef de service via la signature d'une attestation-type.

> Un allongement de la durée de remboursement du prêt :

Selon le montant du prêt, la durée d'amortissement est portée à 11 ans contre 9 ans auparavant ou à 12 ans contre 10 ans auparavant. Cette évolution permet aux agents emprunteurs de rembourser des mensualités moins élevées et d'augmenter leur reste à vivre.

> Une évolution du ratio entre le montant prêté et le prix d'achat du projet immobilier :

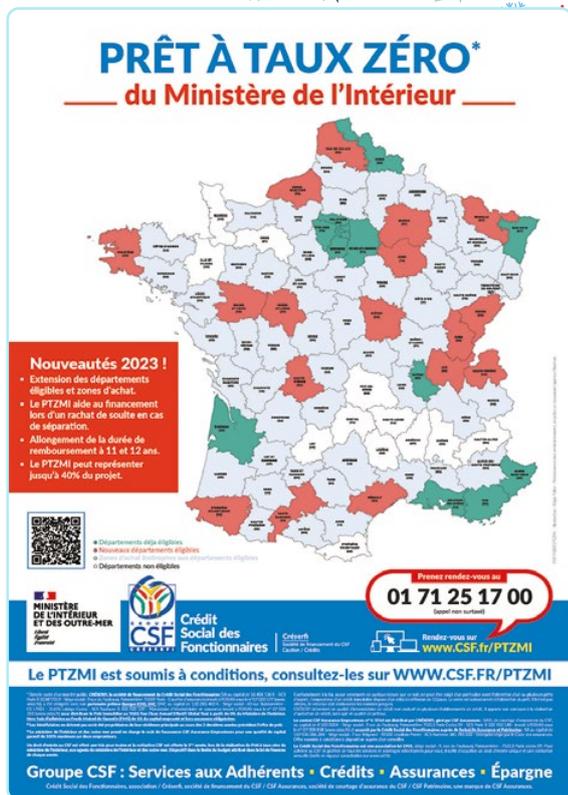
Le ratio est porté à 40 % contre 30 % préalablement ce qui permet à un plus grand nombre d'agents de concrétiser leur achat en bénéficiant du PTZMI.

> Une extension du PTZMI aux rachats de soultte en cas de divorce ou de séparation :

Dorénavant, le PTZMI est ouvert aux agents qui souhaitent racheter la part du bien immobilier de leur ex-conjoint(e).

Pour plus de renseignements :

- rendez-vous sur WWW.CSF.FR/PTZMI
- ou contactez le CSF au **01 71 25 17 00**.



PRÊT À TAUX ZÉRO*
du Ministère de l'Intérieur

Nouveautés 2023 !

- Extension des départements éligibles et zones d'achat.
- Le PTZMI aide au financement lors d'un rachat de soultte en cas de séparation.
- Allongement de la durée de remboursement à 11 et 12 ans.
- Le PTZMI peut représenter jusqu'à 40% du projet.

Prérez rendez-vous au **01 71 25 17 00**
(appel non surtaxé)

Ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer | CSF | Crédit Social des Fonctionnaires | Crédit Social des Fonctionnaires

Le PTZMI est soumis à conditions, consultez-les sur WWW.CSF.FR/PTZMI

Groupes CSF : Services aux Adhérents • Crédits • Assurances • Épargne



Vous souhaitez bénéficier de plus de temps pour lire la lettre de l'action sociale chez vous ?

Vous partez en retraite et souhaitez continuer à suivre l'actualité du ministère de l'Intérieur avec la lettre d'action sociale et l'Acturetraite ?

Une solution : adressez-nous votre adresse électronique personnelle sur la boîte : action.sociale@interieur.gouv.fr avec vos nom, prénom et votre position administrative [en activité ou en retraite].

Vous recevrez ainsi les lettres électroniques « Action sociale Infos » mensuelle et « Acturetraite » annuelle et serez informé(e) régulièrement de l'actualité sociale ministérielle et interministérielle.



La demande de pension de réversion en cas de décès d'un retraité

Une seule démarche pour tous les régimes de retraite

Désormais, les assurés peuvent déposer une demande unique de pension de réversion, valable pour tous les régimes de retraite. En effet, les régimes de retraite mettent à disposition un nouveau service en ligne : **Demander ma réversion**. Simple, pratique et sécurisé, ce service permet de déposer la demande en une seule fois auprès de tous les régimes de retraite susceptibles d'attribuer une réversion.

Comment s'effectue la demande de réversion avec le service en ligne ?

- Il faut se connecter à son compte retraite sur www.info-retraite.fr en s'identifiant avec FranceConnect.
- Une fois connecté, accéder au service Demander ma réversion.
- L'intéressé doit vérifier et renseigner les informations demandées, sans oublier

d'ajouter les justificatifs nécessaires au traitement de sa demande par les régimes de retraite, puis il valide sa demande afin qu'elle soit transmise aux régimes de retraite pour qu'ils la traitent.

- Une fois transmise, il peut suivre l'état d'avancement de sa demande à tout moment depuis le service de suivi.

Pour les personnes qui ne peuvent accéder à internet, la possibilité de faire la demande de réversion par courrier auprès de chaque régime de retraite a été conservée.

Qui peut demander une réversion ?

Le service en ligne Demander ma réversion s'adresse uniquement aux assurés mariés ou qui ont été mariés dont le conjoint ou l'ex-conjoint est décédé. Les orphelins majeurs dont les parents sont décédés peuvent également utiliser le service.



Une **vidéo explicative** est disponible sur youtube.

Attention ! Pour les demandes de réversion d'un fonctionnaire décédé en activité, la demande s'effectue toujours auprès de son administration.

Vous trouverez toutes les informations utiles sur le site du régime des retraites de l'Etat (retraitdeletat.gouv.fr > Rubrique décès/les-démarches/la-pension-de-reversion).



Les actualités du Service-Public.fr

Chauffage au bois : une aide de l'État de 50 à 200 euros

Pour faire face à la hausse des prix des granulés et du bois de chauffage, une aide exceptionnelle de 50 à 200 € sera versée, sous conditions de ressources, aux ménages qui se chauffent au bois... Service-Public.fr

Indemnité carburant 2023 : 100 euros pour les travailleurs modestes

Pour prendre le relais de la remise à la pompe pour tous qui se termine le 31 décembre 2022, à partir de début janvier 2023, une indemnité carburant d'un montant de 100 € sera versée aux 10 millions de travailleurs les plus modestes. Service-Public.fr

Les préservatifs seront gratuits en pharmacie pour les moins de 25 ans dès janvier 2023

Dès le 1^{er} janvier 2023, tous les jeunes âgés de moins de 25 ans pourront obtenir des préservatifs masculins gratuitement en pharmacie. Service-Public.fr

La campagne de rappel contre la Covid-19 est ouverte à tous

Démarrée le 3 octobre pour les personnes les plus vulnérables, la campagne de rappel vaccinal contre la Covid-19 est désormais ouverte à tous avec de nouveaux vaccins adaptés aux variants. À quel moment effectuer l'injection de rappel ? Quels sont les nouveaux vaccins bivalents ? Service-Public.fr

Besoin d'aide ?

Agents du périmètre du Secrétariat général, le ministère met à votre disposition le numéro suivant :

La cellule d'écoute

Vous êtes victime ou témoin de discrimination ou de harcèlement moral et sexuel :
En parler, c'est agir !

ALLO-DISCRI : 01 80 15 33 00

cellule-allo-discr@interieur.gouv.fr

Justine Arrossamena, assistante de service social affectée à la direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM), est à la disposition des agents du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer à Saint-Pierre-et-Miquelon

Le jour se lève sur les maisons multicolores de Saint-Pierre-et-Miquelon. L'archipel, d'une superficie de 242 Km² compte environ 6 000 habitants sur l'île de Saint-Pierre, la plus petite, et 600 sur Miquelon, plus grande mais aussi plus sauvage.

Parmi eux, près de 500 agents relevant de la fonction publique d'État exercent leurs missions au sein des différentes administrations : la direction des territoires, de l'alimentation et de la mer, l'administration territoriale de la santé, les directions des services fiscaux et des finances publiques, la direction de la cohésion sociale, du travail, de l'emploi et de la population, la Gendarmerie, la marine nationale, les douanes, l'aviation civile et la justice.

Le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est représenté, quant à lui, par les agents de la préfecture exerçant à Saint-Pierre et à Miquelon et les fonctionnaires de la Police aux frontières.



À travers une convention interministérielle, les agents de notre ministère peuvent bénéficier du soutien de Justine Arrossamena, assistante de service social dépendant du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.

Dans ce cadre, Corinne Gruszka, conseillère technique nationale et Julien Damian, conseiller technique, coordonnateur pour le service social d'administration centrale, ont invité Justine Arrossamena au ministère sur le site Lumière, le 21 novembre dernier.

L'assistante de service social, qui maîtrise parfaitement l'environnement dans lequel elle évolue, est à l'écoute des difficultés personnelles et/ou professionnelles des agents du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer. Elle sait activer les dispositifs locaux spécifiques et les moyens adaptés aux situations des agents afin d'améliorer leur situation individuelle, que les difficultés rencontrées concernent le domaine du budget, du logement, de l'accès aux droits sociaux...

Contre les coups de « calaouine » (fort coup de vent en parler saint-pierrais), fréquents sur l'archipel, elle n'a en revanche aucun moyen d'action !

Justine Arrossamena assure une permanence tous les jeudis dans les locaux de la DTAM, se déplace régulièrement sur les 15 principaux sites de travail des agents de la fonction publique d'État de l'archipel, reçoit également sur rendez-vous et peut assurer des visites à domicile quand la situation le nécessite.

L'assistante de service social est joignable au **05 08 55 12 37** et par courriel : justine.arrossamena@equipement-agriculture.gouv.fr

L'année 2022, année charnière pour la Mission d'accompagnement des blessés (MAB) de la Police nationale

L'année 2022 a vu le plein essor de l'activité de la MAB.

En effet, la MAB a accompagné cette année un peu plus de 1 000 policiers blessés en service afin de leur apporter conseil et soutien et de les orienter vers les interlocuteurs pouvant faciliter leurs démarches.

Par ailleurs, elle a organisé 7 séjours de reconstruction et de cohésion au profit de 67 policiers blessés (1 séjour en 2020 et 2 en 2021).

Les séjours de reconstruction constituent une parenthèse positive pour ceux ayant repris le travail et une préparation au retour en service pour ceux qui sont encore en arrêt de travail. Ils sont notamment très utiles pour les policiers qui ont eu à subir des agressions et qui ont subi un choc psychologique.

Les séjours se sont déroulés à Treveneuc (22), à Hyères (83), à Oléron (17), à Gujan-Mestras (33), à Orly-sur-Morin (77),

à Stella-plage (62) et en Guadeloupe pour les policiers de Guyane, Martinique et Guadeloupe.

L'ensemble des policiers ayant participé, a été très sensible à cette marque de reconnaissance de l'institution. Ils sont les premiers ambassadeurs de la MAB auprès de leurs collègues, une fois revenus dans leur service.

Même si la MAB a encore bien d'autres projets pour 2023, elle se consacrera essentiellement à un meilleur accompagnement des blessés avec notamment le recrutement de deux instructeurs en début d'année.

La MAB est joignable à l'adresse suivante :

Mél. drcpn-sdpas-mab@interieur.gouv.fr
Tél. **06 80 78 05 03** ou **06 47 99 19 52**.

En savoir plus sur le site Intranet de la [DRCPN](https://www.drcpn.gouv.fr).



L'organisation de journées prévention santé (JPS) dans l'administration territoriale de l'État

Afin d'améliorer la prévention de la santé de l'ensemble des agents du ministère, un accord cadre a été signé en 2021 entre les mutuelles Intérieure, MGP, et le ministère pour la période 2021/2023.

Il concerne tous les agents du ministère, tous périmètres confondus, quels que soient leur statut actif, administratif ou technique, en administration centrale ou sur les sites déconcentrés.

Ce partenariat démontre l'attention marquée que le ministère accorde à la qualité de vie au travail, à la prévention des risques psychosociaux et à l'accompagnement des agents. **Il s'agit de les aider à mieux prendre en considération leur hygiène de vie, à la faveur de conseils pratiques et à développer une véritable culture de la prévention et de la promotion de la santé.**

Cet accord prévoit l'organisation de journées prévention santé (JPS) qui se concrétisent par la tenue sur une journée d'ateliers sur les thèmes que définit l'accord. Les dernières JPS, à titre d'exemple, ont traité de l'alimentation, l'hygiène de vie et l'ergonomie (Ateliers collectifs et individuels consacrés à un bilan alimentation, l'initiation à la sophrologie, le dépistage du stress, la cohérence cardiaque).

Une attention particulière sera apportée aux incidences du télétravail au bureau et à domicile et à la lutte contre la sédentarité.

Ces journées s'inscrivent dans une durée plus longue et davantage mobilisatrice. Dans le contexte du développement du télétravail, elles sont l'occasion privilégiée de recréer un collectif de travail, de lutter contre le sentiment d'isolement que peuvent ressentir certains. L'enquête de satisfaction réalisée postérieurement aux journées montre qu'elles sont très appréciées par les agents et que les conseils prodigués sont largement mis en œuvre.

N'hésitez pas à contacter la DRH ou la DRCPN pour organiser ces moments de prévention et de convivialité dans vos structures en 2023.

Pour en savoir plus :

SG/DRH/SDASAP/Bureau du pilotage des politiques sociales (BPPS)/ Mission du pilotage du partenariat social : sdasap-partenariat-social@interieur.gouv.fr



A la préfecture de la Creuse

Journée prévention santé régionale (JPSR) pour tout le périmètre administration territoriale de l'État

Cette manifestation a été organisée par la préfecture et la direction départementale de la sécurité publique de la Creuse (23), en partenariat avec la mutuelle générale de la Police (région Nouvelle Aquitaine).

Elle s'est déroulée le jeudi 17 novembre 2022 de 9 h 00 à 16 h 30 en utilisant les différentes salles de réunion de la cité administrative de Guéret. Cette journée avait pour objectif la prévention, l'information, le bien-être, la qualité de vie au travail, avec un choix de prestataires locaux.

Plusieurs ateliers ont été organisés par les intervenants sur des thématiques variées en lien avec la qualité de vie au travail telles que la gestion du stress, le sommeil et la récupération : réflexologie et sophrologie.

L'accent a aussi été mis sur l'optimisation du poste de travail et sur des gestes du quotidien afin de prévenir des troubles musculo-squelettiques. L'intervenante, une ergonome, a apporté aux agents de précieux conseils sur les bonnes postures à adopter à leur poste de travail, que ce soit au bureau, ou en télétravail.

Le dernier atelier concernait la santé environnementale qui a permis de prendre conscience de l'impact de certains produits sur notre métabolisme, sur les déchets qui en découlent mais aussi sur les économies qui peuvent être réalisées en changeant nos habitudes.

Pour cette première expérience, 34 agents, tous périmètres confondus, ont participé à ces ateliers et ont apprécié cette journée tournée vers le bien-être ainsi que l'alternance de moments collectifs et individuels.



Les participants ont d'ailleurs émis le souhait de renouveler ce type de journée. Face à cet intérêt, nul doute qu'une telle opération sera reconduite !

Pour en savoir plus : **Céline Champion**, service ressources humaines et action sociale, conseillère mobilité carrière à la préfecture de la Creuse - Mél. celine.champion@creuse.gouv.fr

A la préfecture de la Corrèze

La journée prévention santé, pilotée par le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer en coordination avec les mutuelles MGP et Interiale, s'est adressée aux agents de la préfecture, des sous-préfectures, du SGCD, aux personnels civils de l'école de gendarmerie et du groupement, aux inspecteurs et délégués au permis de conduire et aux agents des directions départementales interministérielles, quel que soit leur statut. Malgré les vacances scolaires, les agents de Corrèze ont répondu présents à la JPS organisée le 3 novembre 2022 avec 75 inscriptions enregistrées.

Le préfet a ouvert la journée composée de six ateliers et un

stand sous des formats différents (individuel ou collectif, de 15 min à 1 heure) : ergonomie sur le poste de travail, optimisation de son poste de télétravail, gestion de son stress, dépistage du stress, sommeil et récupération, analyse de la composition corporelle, bilan alimentation.

La qualité des échanges et la mixité des agents provenant des DDI et de la préfecture ont fait de cette journée un moment privilégié. Les agents ont bénéficié à la fois de conseils généraux mais aussi de recommandations personnalisées des intervenants.

Fort de ce succès, il est envisagé d'ouvrir, en 2023, la journée prévention santé aux agents de la police.



Pour en savoir plus : **Aurélié Thomas** et **Aurélié Duhamel**, gestionnaires de dispositifs sociaux/Pôle ressources humaines à la préfecture de la Corrèze - Mèl. sgc-action-sociale@correze.gouv.fr



Du côté de la FJM...

FONDATION
JEANMOULIN

Réservez dès maintenant vos vacances de février dans les Pyrénées avec la FJM !

Amoureux du ski, de surf, de luge, de randonnées, de paysages grandioses, laissez-vous charmer par l'une de nos résidences de vacances et profitez d'un séjour pas cher en famille ou entre amis !

Votre séjour d'une semaine en demi-pension à partir de 329 €/pers.*

* Tarif QF 2 MIOM Adulte en période rouge pour un séjour de 8 jours/7 nuits en demi-pension. Ce tarif ne comprend pas les boissons, la taxe de séjour et les frais de dossier de 15 €. Formule pension complète = supplément 7,50 €/jour/pers.

Téléchargez nos flyers Hiver 2022-2023 en scannant directement avec votre téléphone portable le QR Code ou en vous rendant sur notre site Internet.



Pour la résidence le Néouvielle de Saint-Lary : <https://www.fondationjeanmoulin.fr/vos-vacances/residences-fjm/le-neouvielle/>



Pour la résidence les Ecureuils de Font-Romeu : <https://www.fondationjeanmoulin.fr/vos-vacances/residences-fjm/les-ecureuils/>

Capeezy (Bordas devient Capeezy)

Comprendre, apprendre et progresser à son rythme avec Capeezy.

Capeezy est une plateforme de soutien scolaire en ligne destinée aux élèves du CP à la Terminale. Créé par les Editions Bordas, un éditeur de référence, Capeezy vous garantit qualité et conformité aux programmes de l'Éducation nationale.

Tous les contenus sont mis à jour régulièrement en fonction des nouveautés, réformes ou autre.

Les + de Capeezy :

- 58 000 ressources disponibles sur la plateforme
- 45 enseignants tous agréés ont participé à la rédaction des cours et exercices présents sur la plateforme.
- Disponible sur mobile, tablette et ordinateur.
- Accompagnement sur-mesure.
- 180 000 réponses commentées.
- Univers ludiques.
- Gamification. Un accès parent pour suivre les progrès.



Offre spéciale : abonnez votre enfant et bénéficiez de 20 % de réduction sur la formule Réussite 12 mois (accès pour 1 enfant à toutes les matières de son niveau pendant 1 an) avec le code partenaire : **CAPFJM20**.

<https://www.fondationjeanmoulin.fr/vos-enfants/apres-lecole/soutien-scolaire/capeezy/>

Pierre & Vacances

Ouverture des ventes été 2023 jusqu'à -28%* et annulation sans frais (selon conditions).

Faites-vous plaisir avant l'heure en réservant vos vacances d'été !



Bénéficiez de cette remise sur vos séjours estivaux, profitez de l'annulation et du remboursement sans frais (selon conditions).

* Offre valable pour une durée de séjour de 4 nuits minimum sur une sélection de résidences et de dates d'arrivée.

- Pour une réservation jusqu'au 1^{er} mars 2023 inclus : jusqu'à -28 % pour des séjours du 8 avril au 7 juillet 2023 inclus.
- Pour une réservation jusqu'au 30 mars 2023 inclus : jusqu'à -28 % pour des séjours entre le 8 juillet et le 1^{er} septembre 2023 inclus.
- Pour une réservation jusqu'au 29 juin 2023 inclus : jusqu'à -28 % pour des séjours entre le 2 septembre et le 4 novembre 2023 inclus.

Offre valable sur l'hébergement seul (hors prestations annexes et frais d'acheminement) jusqu'à épuisement du stock d'appartements alloués à cet effet. Non rétroactive.

<https://www.fondationjeanmoulin.fr/vos-vacances/voyagistes/pierre-vacances/>

Villages clubs du soleil

Découvrez les offres « Givrées Hiver » de Villages Clubs du Soleil

Des villages clubs 3 ou 4* en France + restauration buffet à volonté vin inclus + clubs enfants 4 mois à 17 ans + piscine et/ou espace bien-être* (sauna, hammam, bains à remous...), animations de soirées quotidiennes + multi-activités avec encadrement et prêt de matériel.

En hiver : forfait remontées mécaniques, matériel (skis, bâtons, chaussures, snowboard, raquettes...), randonnées raquettes accompagnées...

<https://www.fondationjeanmoulin.fr/vos-vacances/voyagistes/villages-clubs-du-soleil/>



VTF

Bienvenue chez VTF et dans ses villages de vacances implantés dans nos belles régions.

Partez en toute saison en location, pension complète ou demi-pension et accédez gratuitement aux clubs enfants 3 mois/17 ans (selon périodes et destinations), aux animations, aux équipements : espace forme, mini-golf, tennis, piscine... (selon destinations).

Envie d'une escapade en Europe ?

Vous trouverez dans notre brochure notre sélection de destinations en Espagne, en Italie, en Grèce, etc...

10 % sur les destinations, une tarification solidaire basée sur le quotient familial avec une remise jusqu'à 17 % sur certaines périodes et destinations VTF et sur justificatifs (non cumulable avec la remise partenaire).

5 % sur les villages vacances Partenaire et 5 % sur l'étranger.

<https://www.fondationjeanmoulin.fr/vos-vacances/voyagistes/vtf/>



Depuis janvier 2022
15 € / MOIS REMBOURSÉS
sur votre complémentaire santé...

Pour en savoir plus :
Site Intranet de l'action sociale
<http://actionsociale.interieur.ader.gouv.fr>

Du côté de l'ANAS...

Offre spéciale Noël !

Nouveau prix pour la colonies 550€*

Partez sur les pistes de Cambre d'Aze, à la découverte de notre magnifique région montagneuse des Pyrénées orientales. Les colonies de vacances ANAS, vous proposent une semaine de sports d'hiver, axée sur la pratique du ski, encadrée par nos animateurs diplômés.

Logés dans un gîte agréé sur la commune de Llo, vos enfants pourront s'adonner aux joies de la glisse sur un domaine skiable adapté à tous et profiter d'une grande variété d'activités en pleine nature.

Nouvelles subventions interministérielles, renseignez-vous pour en bénéficier !

Renseignements et réservations : anascolonies@anas.asso.fr

Tél. **02 96 70 42 88**

* Transport non-inclus et * Paiement en 3 fois.



**Colonies de vacances
Une semaine à la Montagne**

Pour les enfants de 8 à 16 ans
Seulement 24 places disponibles par session !

Offre spéciale Noël

2 SESSIONS

Du 11 février au 18 février 2023
Du 18 février au 25 février 2023

550 €*

Renseignements & Réservation :
anascolonies@anas.asso.fr
02.96.70.42.88
*Transport non inclus. Paiement en 3x

Les Activités :
Ski
Bains Chauds
Patinoire

**Nouvelles subventions
interministérielles, renseignez-
vous pour en bénéficier !**

AGENDA



Retrouvez **les jeudis de l'audition** du 5 au 19 janvier 2023 à 14 heures.

Les conférences précédentes sont désormais en ligne :

<http://actionsociale.interieur.ader.gouv.fr>

N'oubliez pas le module de dépistage auditif en ligne :

<https://www.app.journee-audition>.

DÉPART/ARRIVÉE



Départ à la SDASAP/DRH

Isabelle Bosson, chargée de mission, correspondante RH de proximité à la SDASAP a rejoint la délégation de la sécurité routière à Garance.



Départ à la SDPASAP/DRH

Ana-Laura Lagrange, cheffe de section « Santé et sécurité au travail » au bureau des conditions de vie au travail et de la politique du handicap (BCVTPH) a rejoint la DRCPN.



Départ à la SDPASAP/DRH

Bertrand Poulizac, chef du bureau des pensions et allocations d'invalidité est parti à la retraite.



Arrivée à la SDPASAP/DRH

Laura Martine-Boulogne, a pris ses fonctions en qualité de cheffe de mission Protection sociale complémentaire (PSC).

Départ à la SDPAS/DRCPN

Fabio Trompowsky, a quitté ses fonctions en qualité d'assistant chargé d'études au pôle dialogue social (SDPAS/BPQVT) pour rejoindre la DCSP pour y exercer les fonctions d'assistant administratif à la division de l'analyse et des études.

Arrivées à la SDPAS/DRCPN

Commandant divisionnaire Rachid Azizi, a pris ses fonctions en tant que chef du groupe d'assistance aux policiers victimes (SDPAS/DAPP/GAPV).

Sarah Dago, a pris ses fonctions en qualité d'assistante de la cheffe du bureau des politiques ministérielles de l'enfance et du logement, et également gestionnaire de l'arbre de Noël (SDPAS/BPMEL).